Des années d'autonomisation Ere dorée de la femme égyptienne

Dr. Maya Morsi
Présidente du Conseil national des Femmes

Le devoir national et la responsabilité devant l'Histoire nous portent à presser le pas vers l'autonomisation de la femme ». Ce sont des paroles historiques proférées par le présidentAbdel Fattah El Sissi en 2017, paroles servant d'engagement au progrès - sans précédent sur les plans local, régional et international – que connaitrait le dossier de l'autonomisation de la femme. D'ailleurs, la Constitution de 2014 prévoit la citoyenneté, l'égalité et l'incrimination tant de la violence que de la discrimination.

Cette Constitution a été traduite par une stratégie nationale d'autonomisation de la femme égyptienne.2030. pour sa part, l'ONU a déclaré que l'Egypte est, mondialement, la première à lancer sa stratégie nationale dans le cadre des ODD.

De même, « l'observatoire de la femme égyptienne » a été simultanément mis en place pour assurer le suivi de la mise en œuvre de ladite stratégie moyennant l'application méticuleuse et continue des mécanismes d'observation et d'évaluation.

L'Egyptea également lancé sa stratégie nationale des droits de l'Homme 2021 qui comprenait un axe sur la femme conforme aux objectifs de la stratégie nationale d'autonomisation de la femme égyptienne.

D'ailleurs les chiffres et indicateurs sont souvent la preuve de la réussite dans le dossier d'autonomisation de la femme égyptienne, question révéléepar les indices de la stratégie nationale d'autonomisation de la femme 2030 dans son examen semestrieleffectué par l'observatoire de la femme égyptienne où de nombreuses indices ont réalisé un progrès concret..

Je commence par la mutation sans précédent qu'a connue l'axe d'autonomisation politique et de commandement au cours des dernières années.. Le taux de représentation de la femme au Parlement égyptien a augmenté pour atteindre 28%, amenant l'Egypte au-delà du taux moyen mondial de représentation de la femme au Parlement qui s'élève à 25.6% ; ainsi l'Egypte a-t- elle occupé le deuxième rang au Moyen Orient et en Afrique du nord 2021 ;Le taux de représentation de la femme aux prochains conseils locaux s'élève à 25%.. Le président a multiplié les nominations au Sénat pour toucher 14%.

Le plus haut taux des femmes au conseil des ministres a touché 25%, les vice-ministres et les ministres 27%, les vice-gouverneurs 31% et 26% pour le corps diplomatique au ministère des affaires étrangères.. 44% de la formation du conseil national des droits de l'Homme.

Le rêve s'est réalisé avec l'étape historique passée dans le domaine de la justice après 72 ans d'attente.. L'on a eu recours à la femme au Conseil d'Etat et au Parquet général pour la première fois de l'Histoire égyptienne.

Les années passées ont témoigné la concrétisation continuelle des rêves de la femme égyptienne..A été brisé le fameux plafond de verre entravant l'accession de la femme aux postes de responsabilité pour la première fois.. L'on a nommé une femme conseillère de la sécurité nationale du président de la république, la première à ce poste important.. Pour la première fois dans l'Histoire de l'Egypte, deux femmes ont accédé aux postes de gouverneurs aux gouvernorats Al Beheira et Damiette, comme on a nommé une vice- président du Sénat .. une vice-gouverneur de la Banque centrale, des juges aux cours d'assises, une adjointe du ministre de la justice pour les affaires de la femme et de l'enfant, une présidente du tribunal économique, la première juge à la tête d'une chambre civile des hautes cours d'appel..Une présidente du conseil national des droits de l'Homme..

Etant la plus importante des priorités de l'Etat, l'autonomisation économique de la femme a connu de nombreux indicateurs positifs..L'indice de la femme dans les conseils d'administration a attesté un taux de croissance positif de 28.5% par rapport à 13% en l'an 2020. Le taux des femmes bénéficiaires des petits, moyens et microprojets du développement s'est élevé à 46%.

En fait, les efforts d'inclusion financière ont conduit à l'augmentation des contributrices via le secteur privé de 5.9 millions femmes à 16 millions femmes avec un taux de croissance de 171% au cours des cinq dernières années. Le nombre des femmes ayant des comptes bancaires s'élève à 16 millions femmes qui ont reçu plus de 45 millions services financiers(que ce soit un service bancaire, desporte feuilles électroniques, prépayés ou autres), le nombre des femmes portant des cartes bancairesa atteint 15 millions femmes, 5.7 millions femmes possèdent un portefeuille numérique jusqu'au mois de mars 2022, le taux des femmes ayant des comptes de transactions bancaires a atteint 7.45% en 2021.

« Tahwisha » a été lancée en tant que première application numérique d'épargne en Egypte, elle concerne un groupe de femmes et est liée aux systèmes bancaires afin de faciliter l'accès aux femmes dans divers villages..Et pour la première fois les animatrices du conseil national de la femme deviennent des agents bancaires aux villages.

Certes, l'Egypte a lancé des instruments internationaux comme stimulants pour réduire l'écart entre les deux genres afin de promouvoir le partenariat entre le secteur public et le secteur privé dans le but d'autonomiser la femme économiquement et ce, en partenariat avec le Forum économique mondial. L'Egypte est le premier pays au Moyen Orient et en Afrique du nordqui lance ce stimulant.

Quant au deuxième instrument, il s'agit du prix du sceau d'égalité de Genresalloué par lesinstitutions privées et publiques du programme des Nations Unies pour le développementet qui vise la reconnaissance de la performance distinguée de ces organisations et la réalisation des résultats concrets en ce qui concerne l'égalité entre les genres en tant que deuxième pays au monde. Le troisième instrument est le sceau égyptien d'égalité entre les genresbasé sur le prototype d'égalité entre les deux genres en partenariat avec la Banque mondiale ; le quatrième instrument est« principes d'autonomisation de la femme » en coopération avec l'ONU femmes.

L'axe d'autonomisation sociale de la femme a connu des indicateurs positifs, les renseignements ayant révélé la disparition du fossé entre les deux sexes en ce qui concerne le taux de scolarisation pour les deux années académiques 2010- 2011 et 2019- 2020.

Les profils de financement consacré à l'agenda de la femme par le budget général de l'Etat mettent l'accent sur l'attention accordée par l'Egypte à l'autonomisation de la femme égyptienne ainsi qu'à sa protection. Or, les allocations des programmes de santé de la femme ont augmenté, l'on a consacré des allocations au service du soin fœtal. 35.3 millions de femmes sont bénéficiaires de la subvention du pain en Egypte, 31.4 millions autres sont bénéficiaires de la carte d'approvisionnement, 75% sont bénéficiaires du programme « Solidarité et dignité » « TakafolwaKarama » ..En fait, 75% du dernier salaire des travailleuses au secteur privé leur ont été alloués pour trois mois après l'accouchement par les fonds des assurances sociales..

La nouvelle République a attesté le lancement des plus grands programmes de développement en Egypte cadrant la femme et la planification basée sur ses besoins.. L'initiative « vie décente » a été lancée en 2021, 800 milliards de livres égyptiennes ont été consacrées à 58 millions de bénéficiaires homme-femme dont 50% pour la femme. L'initiative vise l'amélioration des conditions de vie des catégories sociétales vulnérables dans le pays..Vient par la suite le projet national de développement de la famille égyptienne dont les allocations de la femme touchent 2.9 milliards de livres égyptiennes ; la mise en œuvre du projet est en cours dans les villages de « vie décente ».

L'initiative présidentielle pour la santé 100 millions santés - santé de la femme égyptienne a été lancée et a couvert 23 millions de femmes pour la détection du cancer du sein chez elles et des maladies intransmissibles..

L'axe d'autonomisation économique de la femme a connu de nombreux indicateurspositifs.. L'indice de la femme dans les conseils d'administration a attesté un taux de croissance positif de 28.5% par rapport à 13% en l'an 2020. Le taux des femmes bénéficiaires des petits, moyens et microprojets de développement s'est élevé à 46%.

En mars 2022, Madame Intissar Al Sissy avaitannoncé avoir adopté et pris soin du cadre national d'investissement dans les filles.. L'initiativedawwieya Noura pour promouvoir la conscience, la formation,l'autonomisation et la protection ... L'initiative a atteint plus de 60 millions vues à travers les plateformes électroniques et 95 milles y ont été bénéficiaires dans les gouvernorats.. En mars dernier le présent cadre national a été lancé à partir des Nations unies accompagné de grands éloges onusiens.

Cela a permis de réduire à 50% le taux des femmes atteintes des troisième et quatrième stades du cancer de sein.

Croyant que l'investissement dans les filles est le meilleur investissement pour construire le présent et l'avenir de la nation, madame Intissar Al Sissi avait annoncé en mars 2022 avoir adopté et pris soin du cadre national d'investissement dans les filles (initiative dawwieya Noura) pour promouvoir la conscience, la formation, l'autonomisation et la protection. L'initiative a pu avoir plus de 60 millions vues via les médias électroniques et a cadré 95 000 bénéficiaires homme- femme dans les gouvernorats.. En mars dernier, ce cadre national a été lancé au sein des Nations Unies accompagné de grands éloges onusiens.

Etant donné que les efforts d'autonomisation seraient inutiles sans assurer la protection totale contre toute forme de violence, l'axe de protection contre la violence a connu de nombreux réalisations et indicateurs positifs..La stratégie nationale pour l'élimination de la violence à l'encontre de la femme a été adoptée.Elle a été approuvée par le conseil des ministres avec la participation de plusieurs ministères ; le rapport de suivi a été lancé en 2021, et plusieurs stratégies nationales qui font la stratégie nationale ont été adoptées pour éliminer la mutilation génitale féminine (la circoncision, la lutte contre le mariage précoce, la lutte contre la traite aussi bien que la migration clandestine).

L'Egypte a lancé le « coût économique de la violence à l'encontre de la femme », elle est le premier pays arabe à y procéder.

Des unités spéciales ont été créées pour combattre la violence contre la femme au conseil national de la femme, au ministère de la justice, aux directions du ministère de l'Intérieur, aux Départements des droits de l'Homme, cela comprend également des unités pour l'élimination de la violence aux directions de la sécurité dans les gouvernorats, au bureau des droits de l'Homme dans tout commissariat de police ; une hot line a été mise en activation en connexion avec le Département de la violence contre la femme au ministère de l'Intérieur, une unité assemblée a été créée pour la protection de la femme contre la violence outre 8 centres d'hébergement des femmes victimes de la violence, 3 cliniques spécialisées en violence au sein du service de médecine légale, au Caire, à Alexandrie, à Mansoura, 31 unités de lutte contre le harcèlement aux universités de l'Etat et privées. Des cités sécuritaires et des marchés consacrés aux femmes ont été mis en place.. 8 unités de réponse médicale dans les hôpitaux universitaires ont été créées, 27 bureaux numériques pour le notaire de la famille au Parquet général ont été mis en opération..

A été créé le premier comité de coordination nationale pour combattre la mutilation génitale (la circoncision féminine) et qui groupe toutes les autorités gouvernementales, et celles concernées de la mise en exécution de la loi, Al Azhar, les trois églises égyptiennes, les partenaires de développement et la société civile (il vise l'unification des visions, la

conjugaison des efforts pour combattre la circoncision.. Pourles tranches d'âge entre 0 et 19 ans, le taux de mutilation génitale féminine a connu une baisse de 21% en 2014 et a atteint 14% en 2022.. Le taux de la circoncision attendue a baissé de 56% en 2014 à 27% en 2021.

A été créé le comité national de coordination pour combattre la migration clandestineet la traite des humains.. Des chambres d'assises spécialisées ont été également formées dans les cours d'appel au niveau de la République pour statuer sur les crimes de traite des humains.. Comme l'on a approuvé la loi portant sur la lutte contre la migration clandestine, le trafic des émigrés et la première maison d'hébergement des victimes de traite... Des lignes ont été consacrées à la communication desdits crimes.. Une campagne présidentielle pour conscientiser contre les dangers de la migration clandestine « navires de sauvetage » a été lancée et des contrats pour les servantes à domicile ont été passés.

D'ailleurs l'Egypte a lancé un faisceau de services de base pour les femmes et filles victimes de la violence.. L'Egypte fait partie des premiers 10 pays candidats pour l'expérience du faisceau de services de base offerts par le fonds des Nations Unies pour la population et l'ONU femmes, le premier formulaire de communication des cas de violence contre la femme a été élaboré.

Au long de huit années les lois et législations ont soutenu la femme égyptienne. La loi successorale a été, donc, amendéeétablissant des clauses qui imposent une peine à celui qui déshérite tout ayant droit, ce qui ne manquera pas d'avoir son grand effet sur la femme. En plus, la loi sur la fonction publique a été promulguéeprévoyant un congé de maternité de 4 mois au lieu de 3, outre une loi qui punit ceux qui éludent le paiement de la pension alimentaire.

Pour davantage d'autonomisation économique pour la femme, des décisionsministérielles ont été prises dont les décisions du ministre de la main d'œuvre portant abrogation des décisionsprécédentesconsidérées comme discriminatoires contre la femme. Or, lesdites décisionsministérielles ont également levé l'interdiction de l'emploi des femmes dans les différents domaines : industries, professions et travaux ;prévunettement le droit de la femme au travail de nuit sur sa demande, dans le cadre tant de l'égalité des chances entre les deux sexes que de la non-discrimination au travail ; et, garanti le droit de la femme aux soins médicaux et sociaux. Par ailleurs, toutes les mesures et les services liés au travail ont été assurés, tels que le déplacement sûr, la sécurité professionnelle et les droits de la femme active.

Par ailleurs, l'autorité de régulationfinancière a pris des décisionsprévoyant la nécessité d'assurer la représentation de la femme au sein des conseils d'administration des fédérations des compagnies et entités travaillant dans le domaine de l'assurance et des activités de financement non bancaire. Ces décisionsprévoient, en fait, que cette représentation ne doit pas être inférieure à 25% ou deux femmes, comme elles prévoient des incitations pour les entreprises dont 25% ou plus des bénéficiaires des services sont des femmes.

En outre, la banque centrale a pris des décisions portant remaniement des règles de gouvernance qui régissent la constitution des conseils d'administration des banques, décisionsprévoyant la présence de deux femmes au moins au sein des conseils d'administration des banques ; la promotion de l'égalité des deux sexes dans tous les services bancaires, y compris les services ayant trait aux prêts et crédits ; et, la nécessité d'assurer un mécanisme de plainte non discriminatoire à cet effet.

Pour réaliserégalement plus d'autonomisation sociale pour la femme, de nombreuses législations et décisions ont été publiées. Il s'agit entre autres de la loi sur la sécurité sociale et les pensionsde retraite ; l'amendement de la loi pour y incorporer la protection des prisonnières et de leurs enfants ; la promulgation des lois sur les droits des personnes handicapées et le conseil national pour les personnes handicapées ; et, la mise en place du Fonds de soutien aux personnes handicapées.

Une circulaire du ministre de l'éducation et de l'enseignement a été publiée comprenant, en cas de rupture entre les époux, le droit de la mère à la tutelle concernant l'enseignement sans décision judiciaire ; de même qu'une circulaire de la banque centrale régissant les affaires ayant trait à la tutelle financière, circulaire qui facilite la procédurefinancière que doit suivre le tuteur (les femmes dans la plupart des cas) conformémentà l'original de la décision portant sur la tutelle.

D'autre part, le procureur général a adopté une décision où il annule certains registres en les remplaçant par d'autres électroniques pour faciliter et raccourcir la procédure du cycle documentaire des parquets de la famille dans tout le pays pour hâter le règlement des litiges concernant la possession du foyer conjugal et la garde, et faciliter l'accès de la femme ayant la garde à tous ses droits sans peine.

De nombreuses législations ont été adoptées pour mieux assurer la protection de la femme contre la violence. Il s'agit, par exemple, de l'amendement des articles portant sur le viol, l'attentat à la pudeur et la chicanerie. Ces amendements interviennent pour élargir le domaine d'incrimination des crimes de violence commis à l'encontre de la femme et des crimes de harcèlement sexuel ;définir ce dernier pour la première fois en vertu de la loi ; et incriminer l'enlèvement, les actes indécents

Une ligne directe liée à la violence contre la femme a été activée au sein du ministère de l'intérieur ; de même qu'une unitécombinée pour protéger la femme contre la violence ; 8 centres d'accueil pour les survivantes de violences ; 3 cliniques spécialisées en matière de violence au sein du service de médecinelégale (au Caire, à Alexandrie et à Mansourah) ; et, 31 unités de lutte contre le harcèlementdans les universités de l'Etat.

publics ou non, ainsi que la discrimination.

En plus, ont été adoptées une loi portant incrimination de toute forme de trafic de chair humaine ; une loi portant incrimination du trafic de migrants, de toute tentative et de toute médiation en la matière, tout en en aggravant la peine lorsque parmi les migrants faisant l'objet du trafic figurent des femmes ; une loi pour lutter contre les crimes liés aux technologies de l'information, qui est la première en Egypte à lutter contre la cybercriminalité, de manière à faire face à tous les crimes de harcèlement, de suivi et de violation de la vie privée des personnes ; la loi sur la protection des données personnelles ; une loi portant amendement de certaines dispositions du code de procéduredpénale en prévoyant la non divulgation des données de la victime dans les crimes de harcèlement, de violence et d'attentat à la pudeur ; une loi portant incrimination et qualification du harcèlement pour la première fois ; ainsi qu'une loi aggravant la peine et élargissant la portée d'incrimination quant aux crimes de mutilation génitale et de harcèlement. En 2022, le conseil des ministres a approuvéun projet de loi incriminant le mariage d'enfants.

Tout dernièrement, la Chambre des Représentants a approuvé définitivement un projet de loi soumis par le gouvernement et portant amendement de certaines dispositions de la loi No. 26 pour l'année 1975 concernant la nationalitéégyptienne. Il s'agit de l'amendement de l'article 4,paragraphes 1 et 3, aussi bien que de l'article 6 de manière à assurer l'égalité de l'homme et de la femme en ce qui concerne la naturalisation et l'acquisition de la nationalitéégyptienne.

D'autres décisions assez importantes ont été prises, telles que celles du président du conseil des ministres portant création tant du haut comité permanent des droits de l'homme que de l'unitécombinée pour protéger la femme contre la violence ; celle du Grand Imam d'Al Azhar interdisant le transfert des femmes actives de leur lieu de travail à un autre sans leur consentement à moins que les justifications du transfert soient fournies ; et, la charte déontologiqueémise par l'autorité de régulationfinancière visant à empêcher le harcèlement sexuel, la violence et les brimades dans le milieu du travail des sociétés inscrites à la bourse égyptienne, dont l'activité est financière non bancaire.

ne ligne directe liée à la violence contre la femme a été activée au sein du ministère de l'intérieur ; de même qu'une unitécombinée pour protéger la femme contre la violence ; 8 centres d'accueil pour les survivantes de violences ; 3 cliniques spécialisées en matière de violence au sein du service de médecinelégale (au Caire, à Alexandrie et à Mansourah) ; et, 31 unités de lutte contre le harcèlementdans les universités de l'Etat.

Il s'agit également de la décision du ministre des transports d'établir un code national de conduite destiné aux usagers, opérateurs et travailleurs des services et moyens de transport pour assurer parfaitement la sureté et la sécurité des citoyens et citoyennes dans les moyens de transport publics. Ce code doit renfermer des articles qui prêchent la lutte contre toute forme de harcèlement, de violence et de brimade dans les services et moyens de transport.

Comme la sensibilisation constitue un axe qui se croise avec celui de la stratégie, elle a accusé des indices positifs. Le conseil national de la femme a, par exemple, réussi à réaliser un taux d'accès de 104 millions à travers des campagnes de sensibilisation sur les réseaux sociaux, outre la campagne « le E muet (autrement dit le E féminin)est le secret de ta force » qui a atteint 135 millions de vues, et la campagne « parce que je suis un homme » visant à intégrer les hommes et les garçons à la cause de l'autonomisation de la femme qui a accusé plus de 17 millions de vues sur les réseaux sociaux. Il est à noter qu'au cours de sept années, le conseil a réussi à réaliser 48 millions de communications de sensibilisation en frappant aux portes de 5 millions de ménages. En 2022, le nombre des femmes et filles bénéficiaires de ses services s'est élevé à plus de 12 millions en province.

Pour la première fois en Egypte, la loi récemmentadoptéeprévoit des campagnes médiatiques de sensibilisation pour lutter contre la cybercriminalité en collaboration avec les plateformes de Facebook, Instagram et YouTube, aussi bien que des campagnes de sensibilisation aux droits des personnes handicapées, ainsi que d'autres soit dans le réel ou sur les réseaux sociaux. De même, l'on a vu lancer le code déontologique des médias qui constitue une politique médiatique qui œuvre à établir l'équilibre et mettre en exergue l'image positive et les réalisations de la femme.

Au moment où de nombreux pays du monde ont souffert des ravages de la pandémie du Covid, l'Egypte a traité ce dossier d'une manière très professionnelle. Elle est la première sur le plan mondial à adopter une politique de réaction rapide vis-à-vis de la condition de la femme sous le Covid, et la première également à adopter un mécanisme de suivi des mesures prises par l'Etat en réponse aux besoins de la femme.

Etant donné qu'il est l'instance chargée, en vertu de la loi No 30 pour l'année 2018, de proposer les politiques générales de l'Etat concernant le développement de la femme, le conseil national de la femme a préparé un document de politique sur la réaction rapide de l'Egypte vis-à-vis de la condition de la femme sous le Covid, document incluant l'analyse de la situation actuelle. Il a proposé des mesures que tous les ministères de l'Exécutif et les institutions concernées de l'Etat sont censés prendre immédiatement ou à moyen terme dans le cadre de ladite réactionconcernant les axes suivants :- l'impact sur la composante humaine ; la santé, l'enseignement et la protection sociale ; l'efficacité de la femme et la prise de décision ; la violence contre la femme, le leadership et la représentation dans la prise de décision au cours de la

Pour la première fois en Egypte, la loi récemment adoptée prévoit des campagnes médiatiques de sensibilisation pour lutter contre la cybercriminalité en collaboration avec les plateformes de Facebook, Instagramet YouTube, aussi bien que des campagnes de sensibilisation aux droits des personnes handicapées.

gestion des crises ; l'effet sur les chances économiques ; et, la promotion des données et du savoir.

Plusieurs réalisations ont été enregistrées dans le dossier de la femme et le changement tant climatique qu'écologique. En mars 2022, l'Egypte a présenté son approche au sujet de la femme, de l'environnement et du changement climatique à la commission des Nations unies sur la condition de la femme. Elle a, également, accueilli l'an dernier la Conférence sur les changements climatiques et lancé l'initiative présidentielle « la femme africaine et l'adaptation aux changements climatiques ».

En collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, l'Egypte a lancé sa stratégie sur la propriété intellectuelle, de même qu'un protocole de coopération, le premier de son genre, visant à assurer l'autonomisation des entrepreneuses dans les collectivités locales, ce qui est de nature à encourager les femmes et les filles à inventer dans les domaines scientifiques. D'ailleurs, une marque de commerce collectivepour l'artisanat de tulle est en cours d'enregistrement au nom de la femme égyptienne.

En fait, la femme a un rôle capital dans la lutte contre la corruption. D'ailleurs, je n'oublierai pas les paroles du président de la République lorsqu'il a dit littéralement : « chaque fois que l'on nomme une responsable à un poste quelconque au gouvernement ou au gouvernorat, la femme s'avère plus responsable, plus compétente, plus assidue et moins corrompue, sinon loin de l'être. Absolument pas de corruption ».

Dans ce contexte et partant de la perspective relative àla stratégieégyptienne de lutte contre la corruption 2019- 2022, le conseil national de la femme a élaboré un manuel de formation spécialisée poursoutenir le rôle de la femme égyptienne en matière de prévention et de lutte anti-corruption. Ce manuel a pour but d'assurer une connaissance générale de la prévention et de la lutte anti-corruption ; qualifier la femme égyptienne afin de jouer un rôle particulier dans la mise en œuvre de la stratégieégyptienne de lutte contre la corruption ; promouvoir l'intégrité et la transparence ;éclaircir la signification, les formes et les effets néfastes de la corruption sur le développement ; établir le lien entre corruption et perspective d'égalité des deux sexes ; et, jeter la lumière sur le rapport entre corruption et propagation de la violence à l'encontre de la femme. Certaines recherches soulignent que l'égalité des deux sexes constitue un outil important qui contribue à prévenir la corruption.

Sur le plan international, l'Egypte a enregistré des succès multiples. En 2020, l'Organisation de développement des femmes des Etats membres de l'Organisation de coopération islamique (OCI) a vu le jour et ses travaux ont pris effet. Pour sa part, l'Egypte assure la présidence de la conférenceministérielle de la femme au sein de l'OCI. Elle assure également la présidence du conseil exécutif de l'Organisation de développement des femmes qui relève de l'OCI. Elle occupe le poste de secrétairegénéral adjoint des Nations unies et directeur exécutif de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, et responsable du siège de l'organisation internationale. S'ajoute à cela que l'Egypte a remporté la qualité de membre du Comitéde l'ONU pour l'élimination de la discrimination contre la femme.

En conclusion, la femme égyptienne se vante devant tout le monde des progrèsréalisés en sa faveur. Il s'agit de briser les barrières de verre pour lui permettre d'accéder aux postes de prise de décision ; lancer des stratégies, politiques et programmes ; et, adopter des législations.

Oui, la femme égyptiennerêve maintenant sans barrière, certaine qu'elle est soutenue d'une volonté et d'un commandement politiques qui croient que l'autonomisation de la femme constitue l'un de ses droits.